

# Retraites : nous n'aurons que ce que nous prendrons !



**Pour donner des gages d'ouverture sociale, Bayrou a déclaré vouloir rouvrir le dossier des retraites peu après sa nomination.**

**Après une expertise de la Cour des comptes, rendue le 19 février 2025, un « conclave » réunissant représentants patronaux et syndicaux est ouvert depuis le 27 février dernier. Il devait se dérouler jusqu'au 28 mai. Aujourd'hui, le « conclave » prend l'eau après le départ de plusieurs organisations syndicales de salariés et patronales.**

**Pourtant, dès le départ, avec un cadre très contraint et sans rapports de force, les travailleur-euses n'avaient rien à attendre de cette mascarade...**

Faute d'accord alternatif dans les 3 mois impartis, la réforme de 2023 et le passage à 64 ans, continuera à s'appliquer. **Les représentants patronaux (MEDEF ou CPME) avaient déjà annoncé la couleur avec des positions fermes ou de nouvelles provocations** : refus clair de revenir sur l'âge de départ à 64 ans ou volonté d'aller plus loin, promotion de la retraite par capitalisation et même proposition de supprimer des jours fériés ! Du côté syndical, l'unité de façade de 2023 est fissurée entre les partisans d'une ligne ferme sur les 64 ans et la volonté de négocier malgré tout chez les autres.

**Pire, Bayrou a rapidement durci les règles du jeu avec une lettre de cadrage du 26/02 qui impose aux négociateurs de trouver un retour à l'équilibre dès 2030** alors qu'auparavant il était simplement demandé de ne pas aggraver le déficit !

Un nouveau coup de pression alors que Bayrou avait raté le précédent en anticipant un trou de 55 milliards en 2030, contredit par le rapport de la Cour des comptes. Celui-ci produit des estimations proches de celles du COR (Conseil d'orientation des retraites) : le système, excédentaire en 2023,

connaîtrait actuellement **un déficit annuel de 6 milliards qui évoluerait vers les 15 milliards en 2035.**

Depuis le gouvernement, en la personne d'Emmanuel Macron lui-même a ajouté un nouveau coup de pression le 5 mars dernier, en déclarant vouloir investir massivement dans la défense sans pour autant augmenter les impôts. Au nom de l'économie de guerre, il faut donc s'attendre à de nouvelles contre-réformes sociales sur le dos des travailleur-euses et des services publics. **Car de l'économie de guerre à la guerre sociale il n'y a qu'un pas.**

Dans un tel cadre, **retour à l'équilibre exigé par le gouvernement et investissement dans la défense à venir, il faut clairement s'attendre à ce qu'on nous demande encore des sacrifices.** Médias aux ordres, économistes néo-libéraux et parlementaires du bloc bourgeois parlent déjà à l'unisson d'augmenter le temps de travail, de restreindre encore l'accès à l'assurance chômage, de reculer l'âge de départ à la retraite et d'introduire la retraite par capitalisation. Et pour ceux qui n'auraient pas compris, Bayrou a encore récemment annoncé qu'il était hors de question de revenir à 62 ans.

Pourtant, pour rappel, il faut mettre en parallèle ce « déficit » des régimes de retraites avec d'autres chiffres : record de 98 milliards de dividendes remis aux actionnaires du CAC 40 en 2024 ; exonérations de cotisations sociales pour les entreprises coûtant chaque année environ 80 milliards, sans contreparties ni bénéfices sur l'emploi et les salaires ; fraude sociale des employeurs (travail dissimulé)... **Les leviers de financement ne manquent pas.**

De l'argent il y en a : **le système par répartition n'est pas menacé si l'on veut bien le financer !** Or, les politiques actuellement menées ont pour but de préserver les profits de la sphère actionnariale et patronale qui exploite notre travail et vit sous perfusion d'argent public. **La masse de richesse que nous produisons est largement suffisante,** elle doit nous revenir !

Nous continuons toujours de revendiquer **l'abrogation de la réforme 2023 et le retour sur les contre-réformes depuis 1993 : la retraite c'est 60 pour tous-tes et 55 ans pour les métiers pénibles !**

**Nous n'avons rien à attendre des négociations actuelles, sur ce sujet comme sur les autres nous n'aurons que ce que nous prendrons !**

Il est indispensable de tirer les leçons de nos échecs précédents : on ne renversera pas la table avec des journées de mobilisations éparpillées ou en comptant sur la mobilisation de secteurs clefs isolés. **Seul un rapport de force global sur la durée apporterait des résultats.** A nous de nous organiser collectivement à la base, pour construire **une nouvelle mobilisation pour les retraites** à articuler avec les combats contre l'austérité sociale, pour les salaires et la défense des services publics.

24 mars 2025



<http://cnt-tas.org>

**Fédération**  
**T**rabail, **E**mploi et  
**F**ormation **P**rofessionnelle



 [cnt\\_tefp](#)

 [cnttefp](#)

 [federation.cnt.tefp](#)

 [Cnt Tefp](#)

 [federation@cnt-tas.org](mailto:federation@cnt-tas.org)